

3. Combien d'employés cette direction compte-t-elle à l'heure actuelle?

4. Tous les employés doivent-ils s'attendre à déménager au nouvel emplacement et, dans la négative a) quelle catégorie d'employés n'auraient pas à déménager, b) pour quelles raisons, c) leur assurerait-on un autre emploi à la Fonction publique, sans réduction de salaire?

5. Quel est le budget annuel de cette direction et quelle est la somme prévue pour les traitements?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): 1. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources étudie depuis plusieurs mois les façons dont il pourrait mieux s'acquitter de son rôle scientifique et réglementateur dans l'Est du Canada et le long de la côte atlantique. A la suite d'une récente redistribution des fonctions au sein des ministères, il a été impossible d'élaborer des plans définitifs. Une des nombreuses suggestions à l'étude était la mutation à la côte est de certains employés de la Division de la géologie corticale chargés de travaux dans l'est du pays. a) Le seul emplacement auquel on a songé est l'Institut de Bedford, à Dartmouth (Nouvelle-Écosse). b) On songe à effectuer ce transfert pour coordonner les travaux du ministère relatifs à l'exploration sous-marine croissante. c) Avant le début de la prochaine année financière si possible.

2. a) Deux scientifiques de la section (appelée «direction» dans la question) étaient anciennement affectés à l'Institut de Bedford. b) Un scientifique a démissionné et l'autre a été muté à Ottawa en 1968. c) Le scientifique en question désirait se rapprocher de ses collègues et avoir accès aux services scientifiques offerts à Ottawa.

3. Douze postes permanents, y compris neuf scientifiques et sept années-homme d'employés occasionnels, principalement des aides-stagiaires en géologie.

4. D'après une des suggestions, tous déménageraient.

5. \$277,000, dont \$228,000 sont destinés aux traitements et salaires.

M. Korchinski: Ne répondra-t-on pas à la question n° 606, monsieur l'Orateur?

M. Jerome: Monsieur l'Orateur, la dernière fois qu'on a étudié les questions inscrites au *Feuilleton*, le député qui a posé la question n° 606 a demandé la même chose. Il a encore mentionné la question aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, la Commission canadienne du blé s'excuse du retard apporté à répondre à la question du député. Mais celle-ci est assez compliquée et la réponse exige des recherches poussées. Mais on a presque fini de la préparer, et on y accorde la plus haute priorité en vue de la compléter pour lundi prochain.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—LES PROPRIÉTÉS À L'EXTÉRIEUR DE LA VILLE D'OTTAWA

Question n° 272—M. Paproski:

1. Quels terrains et propriétés la Commission de la capitale nationale a) possède-t-elle, b) loue-t-elle, c) administre-t-elle dans la région de la capitale en dehors de la ville d'Ottawa?

2. Sur les terrains qui sont sa propriété, lesquels a-t-elle acquis par a) vente, b) expropriation?

3. Sur les terrains acquis par vente ou par expropriation, quand les transactions ont-elles été faites et quel a été le prix a) par acre de terrain, b) par pied carré de propriété?

(Le document est déposé.)

L'AUGMENTATION DES PRIX ET LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

Question n° 289—M. Orlikow:

1. Combien d'augmentations des prix ont été portées à l'attention de la Commission des prix et des revenus jusqu'à la fin d'octobre 1970?

2. Combien d'augmentations ou de modifications des prix ont été rapportées par des sociétés et combien ont été rapportées par des particuliers?

3. Pour chaque rapport d'augmentation des prix à la Commission a) quels ont été les résultats de l'enquête initiale, b) quels critères ont été utilisés pour évaluer les augmentations des prix?

4. Parmi tous les rapports d'augmentation des prix reçus à la Commission a) combien ont fait l'objet d'enquêtes préliminaires, b) combien ont fait l'objet d'une révision complète?

5. Quels critères la Commission a-t-elle utilisés pour effectuer la révision complète des prix dans le cas de l'augmentation des prix annoncée?

6. Quelle est la répartition par groupe de produit de tous les rapports d'augmentation des prix reçus à la Commission jusqu'à la fin d'octobre 1970?

(Le document est déposé.)

L'ADOPTION ET LA CONCEPTION D'UN SYMBOLE

Question n° 420—M. Hales:

1. Quand les ministères suivants ont-ils adopté leur symbole: a) Consommation et Corporations, b) Industrie et Commerce, c) Travail, d) Main-d'œuvre et Immigration, e) Santé nationale et Bien-être social?

2. A-t-il été conçu par chaque ministère ou par un consultant de l'extérieur?

3. S'il a été conçu par un consultant, quels ont été ses honoraires?

(Le document est déposé.)

● (2.10 p.m.)

M. Howard (Skeena): La question n° 40 marquée d'un astérisque sur ce qui aurait transpiré du rapport provisoire de la Commission LeDain est inscrite au *Feuilleton* depuis le 8 octobre. L'incident en cause s'est produit le printemps dernier. J'ai soulevé la question avant Noël. A l'époque, le ministre ou son secrétaire parlementaire a promis de se renseigner et de donner une réponse. Je me demande si l'un ou l'autre pourrait s'en occuper de nouveau.

M. Jerome: Je m'y engage, et je ferai une déclaration dès le lendemain.